Sécurité alimentaire et biotechnologie en Afrique

Ce projet est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Secrétariat ACP

Module 4

APPROCHES RÈGLEMENTAIRES ET POLITIQUE DE LA BIOTECHNOLOGIE

4.6. Unité 6: Politisation, scientisation et démocratisation dans le débat sur la biotechnologie (2 heures)

Prof. Donald Otieno
Université d'Eldoret

Structure du Module

Unité 1: Protocole de Cartagena et cadres réglementaires de la biotechnologie
Unité 2: Exemples types de régimes de régulation internationaux de la biotechnologie
Unité 3: Approches des risques et de sécurité en biotechnologie
Unité 4: La pratique de la gestion des risques par la biotechnologie
Unité 5: Droit des consommateurs et étiquetage
Unité 6: Politisation, scientisation et démocratisation dans le débat sur la biotechnologie

Version finale, février 2017

Avertissement

Cette publication a été produite en février 2017, avec l'aide de l'Union Européenne. Le contenu de cette publication est de la seule responsabilité de l'auteur et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les vues de l'Union Européenne.

4.6. UNITE 6: POLITISATION, SCIENTIZATION ET DÉMOCRATISATION DANS LE DÉBAT SUR LA BIOTECHNOLOGIE

Cette unité examinera les rôles joués par la politique et la science dans la réglementation de la biotechnologie et prendra en considération les aspects suivants : L'émergence du concept de «scientisation» de la politique et la relation entre l'expertise scientifique et la prise de décisions politiques en matière de biotechnologie; Les différences entre la «scientisation de la politique» et la «politisation de la science» et la manière dont cela a eu une incidence sur la réglementation de la biotechnologie; Comment l'industrie a utilisé l'autorité politique de la science pour influencer l'élaboration des politiques en biotechnologie et les inconvénients que cette tendance a générés; de l'émergence des «mouvements de démocratisation de la science» et de la manière dont ceux-ci ont contesté et affecté l'autorité politique de la science dans la réglementation de la biotechnologie.

INTRODUCTION

Le débat sur les vertus et les périls de la biotechnologie dans la production de cultures transgéniques qui a commencé en 1983 s'est intensifié et devint très controversé avec la commercialisation des aliments transgéniques ces dernières années. Il est devenu politique et émotionnel dans la mesure où il retarde et / ou empêche l'adoption mondiale de cette technologie importante pour résoudre les problèmes critiques et urgents de la sécurité alimentaire et de l'environnement. La biotechnologie végétale est maintenant considérée comme le meilleur espoir pour répondre aux besoins alimentaires de la population humaine en pleine croissance, pour conserver la diminution des terres et des ressources en eau et prévenir ou inverser la dégradation de l'environnement. D'ici 2050, la population mondiale aura atteint 12 milliards, la production alimentaire devra donc être triplée pour répondre à la demande croissante. Cette demande croissante devra être satisfaite principalement en augmentant la productivité sur des terres déjà cultivées mais avec moins d'eau et sous l'aggravation des conditions environnementales et c'est là que la biotechnologie est intervenue. Les premières cultures transgéniques ont été produites en 1996 et maintenant, les années plus tard, ces cultures sont conçues pour toute une gamme de traits, par ex. Résistance aux herbicides (soja, canola), insectes (coton, maïs) et virus (papaye et courge). En éliminant ou en réduisant considérablement les pertes causées par les mauvaises herbes, les organismes nuisibles et les agents pathogènes, les cultures transgéniques augmentent

la productivité et contribuent ainsi à la conservation des terres, de l'eau, de l'énergie et d'autres ressources qui seraient nécessaires autrement pour produire la même quantité de nourriture avec des plantes non transgéniques. La superficie des terres cultivées en transgéniques a augmenté de façon constante au cours des années, de même que le marché. En 2003, le marché total des semences transgéniques dépassait 3 milliards de dollars. La biotechnologie végétale n'est donc plus une science abstraite avec seulement une promesse et un potentiel, mais plutôt une technologie agricole puissante qui commence à augmenter la productivité en réduisant ou en éliminant les pertes causées par les mauvaises herbes, les parasites et les pathogènes. Elle a également un impact positif sur la santé humaine et l'environnement en réduisant l'utilisation de l'agrochimique. Cependant, malgré cela, les militants anti-biotechnologiques continuent d'appeler à un moratoire ou à une interdiction absolue de la plantation et / ou de l'utilisation de cultures transgéniques et, depuis qu'ils se sont énergiquement exprimée, de nombreux gouvernements les ont écouté et ont imposé des restrictions sur la commercialisation des cultures transgéniques. La politique a donc pris le devant de la scène et les opposants à la biotechnologie végétale ont pris l'initiative de présenter au public un compte rendu très déformé et trompeur de la biotechnologie. Cependant, l'influence de la science sur les décisions politiques touchant l'agriculture a eu plus ou moins le même effet que l'influence de la politique sur les décisions.

ÉMERGENCE DU CONCEPT DE SCIENTISATION DE LA POLITIQUE

La relation entre les experts et la politique a été un sujet de préoccupation pour les théoriciens politiques depuis les années 1960. Des recherches précoces ont porté sur l'influence politique croissante des scientifiques et le problème de la technocratie. Habermas (1970) a qualifié ces transformations de «scientisation» de la politique, un changement vers un modèle de gouvernance technocratique dans lequel la politique est remplacée par une administration scientifiquement rationalisée. Dans les années 1960 et 1970, les théoriciens politiques ont énoncé diverses menaces que la scientisation posait aux valeurs démocratiques, en se concentrant sur le pouvoir de ceux qui contrôlent l'information technique et d'autres plus concernés par la camouflage des décisions politiques chargées de la valeur avec la logique de la rationalité scientifique. Beaucoup de préoccupations soulevées il y a des décennies sur la scientisation de la politique ne sont pas moins pertinentes aujourd'hui. Les groupes industriels utilisent systématiquement un concept de «scientifiquement solide» pour maintenir le dessus dans les

délibérations politiques sur une variété de questions litigieuses, de manière particulièrement évidente la réglementation de la biotechnologie. L'autorité politique de la science peut se développer souvent au bénéfice de l'industrie, mais il existe également des tendances compensatoires. Weingart (1999) souligne que l'utilisation croissante de la science pour légitimer les décisions politiques en fonction de son objectivité présumée et de son désintéressement est paradoxalement autodestructrice. Les décideurs dépendent de la connaissance scientifique pour résoudre des problèmes complexes, mais les experts scientifiques sont rarement en mesure de fournir des réponses définitives. Cela conduit à une concurrence croissante pour les conseils scientifiques, que ce soit devant les tribunaux, les organismes de réglementation ou les institutions de réglementation. À mesure que le public devient de plus en plus conscient que «la science peut servir à légitimer différentes positions et décisions politiques», la base de la légitimation - le caractère présumé non partisan de la connaissance scientifique - semble être minée. Au lieu de s'écarter des tendances technocratiques, de nombreuses institutions ont cherché à maintenir l'autorité politique de la science à travers un certain nombre de stratégies, telles que la concision des schismes dans la communauté scientifique et le contrôle des messages répétés dans les médias.

EFFETS DE LA SCIENTISATION DE LA POLITIQUE

Un effet de la science de la politique est de supprimer le débat souvent au bénéfice de l'industrie. Paradoxalement, il a également alimenté l'émergence de mouvements sociaux - dans de nombreux exemples, l'utilisation de l'expertise scientifique pour légitimer des décisions politiques indésirables ont rencontré une opposition féroce (donner des exemples). Les mouvements sociaux qui défient l'expansion de l'autorité politique de la science sont appelés «mouvements de démocratisation de la science» parce qu'ils «tentent de réclamer le pouvoir des citoyens» en rendant les connaissances laïques légitimes en science, en politique et dans le débat public.

REFERENCES

1. Frow, E., Ingram, D., Powell, W., Steer, D., Vogel, J. &Yearley, S. (2009). The politics of plants. *Food Security* 1: 17-23.

2. Gisler, P. &Kurath, M. (2011). Paradise lost? ‘‘Science’’ and ‘‘the public’’ after Asilomar. *Science, Technology & Human* Values. 36: 213-243.
3. Kinchy, Abby J. (2010). Anti-genetic engineering activism and scientized politics in the case of ‘‘contaminated.’’ Mexican maize. *Agriculture and Human Values* 27: 505-517.
4. Kingiri, A. N. & Hall, A. (2012). The role of policy brokers: The case of biotechnology in Kenya. *Review of Policy Research*.49(4): 492-522.
5. Miller, H. I. (1996). When politics drives science: Lysenko, Gore and US biotechnology policy. *Social Philosophy and Policy* 13(2): 96-112.
6. Miller, H. I. & Conko, G. (2000). The science of biotechnology meets the politics of global regulation. *Issues in Science & Technology*. 17(1): 47-54.
7. Salter, B. & Jones, M. (2002). Regulating human genetics: The changing politics of biotechnology governance in the European Union. *Health, Risk & Society*. 4(3): 325-340.
8. Tencalla, F. (2006). Science, politics, and the GM debate in Europe. *Regulatory Toxicology and Pharmacology*. 44: 43-48.